

**LE PREFET DE LA REUNION**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Récépissé de déclaration**  
**d'un organisme de services à la personne**  
**enregistré sous le N° SAP838962173**  
**N° SIRET: 8389621730012**  
**et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1**  
**du Code du travail**

**Vu** le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

**Vu** le décret du 29 juin 2017 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;

**Vu** l'arrêté du 27 novembre 2014, portant nomination de Mme Sylvie GUILLERY en tant que directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Réunion pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;

**Vu** l'arrêté n° 1466 du 10 juillet 2017, portant délégation de signature à Mme Sylvie GUILLERY, directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, pour activités générales de ses services ;

**Vu** l'arrêté DIECCTE/SG-2018/12 du 04 avril 2018, portant subdélégation de signature à Monsieur Sylvain LIAUME en tant qu'adjoint au responsable du pôle « entreprise, emploi et économie » de la DIECCTE de La Réunion;

**Constate**

Qu'une demande de déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIECCTE de La Réunion le 11 mai 2018 par **Monsieur BENJAMIN BUCHET** de l'organisme « **BUCHET BENJAMIN** » dont le nom commercial est « **PEIZAGE** » et dont le siège social est situé au 2 chemin du Colorado – 97417 - LA MONTAGNE et enregistré sous le N° **SAP838962173** pour l'activité suivante:

Activité en mode prestataire:

-Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,

Le présent récépissé de déclaration est délivré par le Préfet de la Réunion pour l'activité mentionnée ci-dessus et sera effectuée selon le mode choisi.

Toute modification concernant l'activité exercée devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

**Sous réserve d'être exercées à titre exclusif** (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

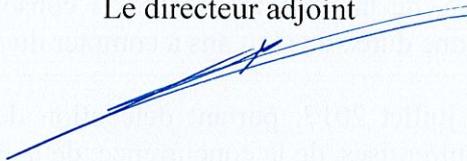
Sous cette réserve, le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Saint-Denis, le 14/05/2018

P/o la directrice des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi,  
Le directeur adjoint



Sylvain LIAUME